



## **REVUE DE PRESSE**

**Jeudi 9 mai 2019**



## Les salariés français désertent les syndicats

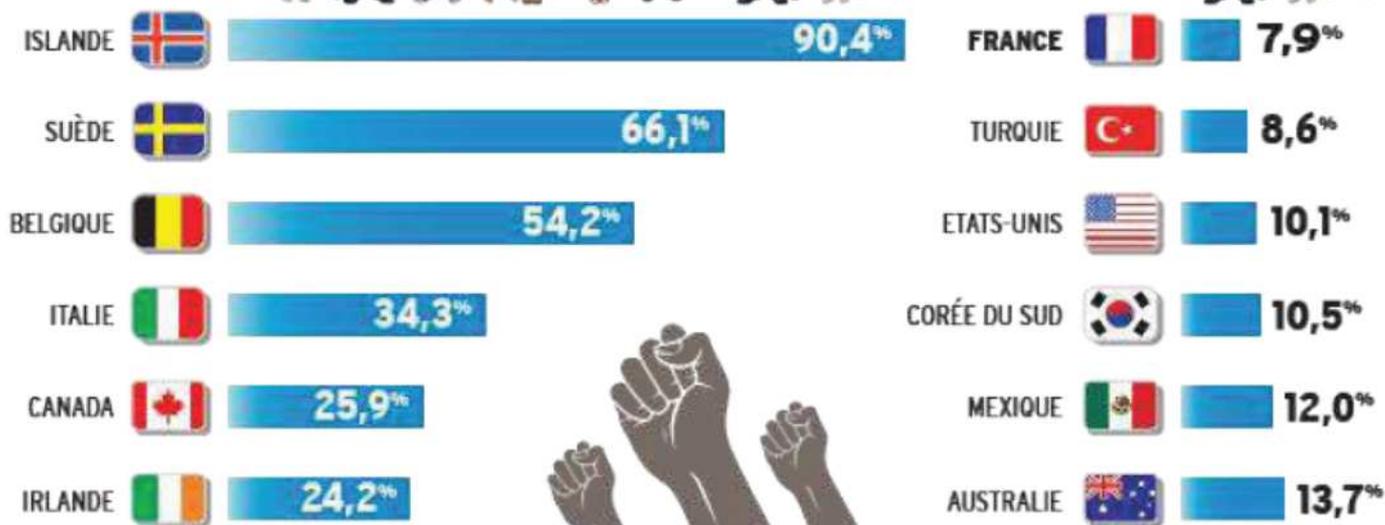
Part de la population active adhérant à une organisation syndicale

*dans une sélection de pays de l'OCDE*

Pays où l'on est **LE PLUS SYNDIQUÉ**



Pays où l'on est **LE MOINS SYNDIQUÉ**



Sources : Statista - OCDE (chiffres 2018)

INFOGRAPHIE CL



■ Les radios locales emportent l'affection des auditeurs en Charente comme ailleurs en France ■ Selon une récente étude ■ Reportage à RDC, qui comptabilise 30 000 auditeurs/jour sur le département.

# Radio locales, à elles les studios!

Myriam HASSOUN  
m.hassoun@charenteinfo.fr

À RDC, dans la salle de pause, sur la nappe cirée, il y a deux bouteilles d'Oasis et une boîte de gâteaux Delaire au chocolat. Ça sent le café au petit matin dans les studios de la radio charentaise situés au fond du centre commercial de Saint-Cybard à Angoulême. L'ambiance est calme. Mais ça ne va pas durer.

«Le téléphone va commencer à sonner dès 8h30», prévient Bruno Genet, alias «la voix du soleil», l'animateur de la matinale ce vendredi. À l'heure dite, ça ne manque pas: l'un des deux standards s'agite. Bruno répond. Au bout du fil, une habituée. Elle est accueillie avec chaleur. «Comment ça va ce matin, ma belle?».

«Beaucoup de gens qui nous écoutent sont seuls chez eux ou en maison de retraite», décrit Bernard Vaccara, le vice-président de la radio associative qui émet sous le nom RDC (Radio Diffusion Charentaise) depuis 1998. Les gens nous appellent à n'importe quelle heure du jour, parfois juste pour nous donner des nouvelles... ou pour dire qu'ils n'ont pas bien dormi.» En moyenne, 200 personnes téléphonent chaque jour. Le lien est intime entre la station et ses auditeurs. Comme souvent avec les radios locales, suivant une étude que vient de dévoiler l'IFOP (lire ci-contre).

## «On n'est pas RTL, on n'est pas Fun Radio»

RDC affiche, selon Bernard Vaccara, une moyenne de 30 000 auditeurs réguliers par jour (1). La radio a un secret: depuis plus de vingt ans, elle diffuse à 60 % de l'accordéon. Plus de la moitié de ses auditeurs a 60 ans et plus. «Si on met trop de musique anglaise, on se fait engueuler!», sourient les animateurs. «On est une radio retro et on s'assume.» La musique occupe une grande partie de l'antenne. Ici, les artistes les plus pri-



Bruno, «la voix du soleil», anime deux matinales par semaine sur RDC. Ses auditeurs sont à grande majorité des personnes âgées, «et beaucoup sont des habitués». Photos Majid Bouzzit

sés portent des noms comme Clody Musette ou D'Yann Sentimental. Les groupes folkloriques, en direct dans le studio, «explorent l'audimat», promet Jean-Marc Nerpeix, l'un des animateurs salariés. Revue de presse locale (stabylotée dans CLI), éphéméride, voyance, dédicaces, emploi, club des poètes...

Yann Perrocheau, autre salarié, rajoutait un peu la bande-son avec «Platine 80» et «Top Nouveautés Populaires». «On est là aussi pour faire du relais entre les auditeurs», souligne Jean-Marc. Parmi les émissions-phares, il y a le «Spécial rencontres» et son palmarès de 63 couples formés en huit ans. Pour que ça fonctionne, chacun met

«Les gens nous appellent, parfois juste pour nous donner des nouvelles... ou pour dire qu'ils n'ont pas bien dormi.»

de l'huile de coude. Le budget de l'association n'est pas extensible: il faut que tout tourne pour 90 000€ par an. En plus de 3 salariés à temps partiel, la radio peut donc compter sur 8 animateurs bénévoles. «On n'est pas RTL, on n'est pas Fun Radio: il n'y a pas de techniciens, tous les animateurs préparent et font leurs émissions eux-mêmes», souligne Bernard Vaccara. Du quasi 100 % direct. Et fait maison. Y compris l'habillage sonore, l'enregistrement des publicités et les jingles.

Avec le sourire. «On ne peut pas mentir, il y a un ressenti à travers le

micro», observe Yann. Tous le disent, ils pensent à leurs auditeurs. Les deux Simone, Christian, Solange, Germaine, Héloïse... parmi les plus fidèles. Et les frangins agriculteurs de Saint-Junien qui les écoutent dans le tracteur. «Quand il y a un souci sur l'émetteur de L'Arbre (d'où RDC est émise, Ndlr), on reçoit des tonnes d'appels: "mon poste ne marche plus!" La radio, c'est une thérapie pour les gens.»

À 9h pétantes, les dédicaces démarrent. Bruno répond au téléphone en même temps qu'il envoie le premier morceau demandé sur ordinateur. «C'est parti pour Julio Iglesias, qui nous chante La Paloma... On l'a déjà passé hier, mais cela faisait plaisir à Michel de le réécouter.» Jean-Marc remarque: «Ici, en fait, on fait un peu de social». Avant d'ajouter: «Et c'est bien.»

(1) La radio émet sur 7 départements: Charente, Charente-Maritime, Vienne, Haute-Vienne, Dordogne, Deux-Sèvres, Corrèze et une partie de la Gironde. La présidente de RDC est Laurence Worley.

## En chiffres

# 56 %

Le taux d'habitants du Nord-Ouest (dont la Charente) qui écoutent une ou plusieurs radios locales. 54 % a moins de 35 ans, 49 % a 50 ans et plus, 58 % vit dans des communes rurales. Plus d'un tiers déclare ressentir un lien personnel avec leur radio locale. Dans les zones rurales, 43 % l'écoutent pour les infos locales, 80 % pour la musique. 78 % souhaitent que ces radios perdurent, 86 % chez les retraités. (Source: sondage SIRT/IFOP, mars 2019)

## Quatre radios locales en Charente

Trois radios associatives, une radio commerciale. La Charente compte 4 radios locales, plus l'info locale sur France Bleu La Rochelle. Et quelques web radios (comme Zig-Zag). «Les gens nous écoutent parce qu'ils nous trouvent apaisants», assure Denis Charbonnier, l'un des deux journalistes de RCF, radio associative qui diffuse 6h de programmes charentais par jour. Pour jusqu'à 29 000 auditeurs réguliers. Actuelle et surtout agenda et vie des associations: c'est aussi ce qu'attendent les 22 000 auditeurs hebdomadaires de Radio Attitude sur Grand Angoulême, la plus ancienne radio locale charentaise, ex-Quartier Orange. «On est en prise directe avec les auditeurs, apprécie son président, Stéphane Vincent, notre force c'est notre ancrage local». Même son de cloche chez Pierre Marsat, journaliste qui couvre l'actualité charentaise pour France Bleu La Rochelle. «On est un média d'accompagnement, on informe les gens de ce qui se passe au coin de la rue comme au bout du monde.» Pour une audience vieillissante? Pas forcément, notamment sur les réseaux sociaux et via leurs sites web. Mixx FM, radio commerciale basée à Cognac a été reprise par le groupe ISA début 2019 suite à la condamnation de son ex-

gérant. Elle vient de mettre à l'antenne 3 nouvelles voix et a, elle, une audience plutôt jeune et familiale. «Notre cœur de cible, c'est les 17/49 ans», décrit Alexandre Pages, son reprenneur. Il y a une vraie demande de local: avec la mondialisation, les gens ont aussi besoin qu'on leur parle d'eux et c'est ce que l'on fait.» Stéphane Vincent souligne une ombre au tableau: le budget serré des radios associatives. «Depuis 2017, on a perdu un quart de notre budget: la Région et le Département ne nous aident plus.» Avec le défi, en plus, de passage au numérique. Qui va coûter cher aux radios du cru. «C'est paradoxal parce que l'on sait que l'on est écouté et moins que jamais on a les moyens de travailler», regrette Stéphane Vincent. Selon le sondage IFOP/SIRT, 82 % des Français souhaitent un plus fort soutien des pouvoirs publics aux radios locales.

Leurs fréquences:  
RDC (en Charente): 93.4  
Radio Attitude: 98.3 (Grand Angoulême), 90.7 (Nord Charente)  
RCF: 96.8 (Angoulême), 89.9 (Cognac)  
France Bleu La Rochelle: 101.5 (Angoulême), 103.9 (Cognac)  
Mixx FM: 94.7 (Angoulême), 99.9 (Cognac)



Les trois animateurs salariés de RDC et son vice-président (de gauche à droite): Yann Perrocheau, Jean-Marc Nerpeix, Bruno Genet et Bernard Vaccara. «On apporte le soleil dans les chaumières», promettent-ils.

# La santé comme à la maison au CHU de Poitiers

L'hôpital a créé une maison d'habitation pour guider et conseiller patients et familles. Un concept inédit inspiré de l'Angleterre.



La diététicienne et deux malades échangent dans la cuisine de «La Vie la santé».

Photo CL

**P**our mieux conseiller et guider les patients et leurs familles dans leur vie quotidienne, le CHU de Poitiers a créé une véritable maison d'habitation, opérationnelle depuis le début d'année. Des pièces de vie colorées et baignées de lumière, des patios pour jardiner ou se ressourcer, un boudoir pour échanger en confiance ou un salon équipé d'un poêle à bois. Bienvenue à «La Vie la santé», maison implantée au cœur même du CHU de Poitiers. Cette structure de 700 m<sup>2</sup> est un concept totalement inédit en France.

«*Révolutionnaire*», assure même Virginie Migeot, professeur de santé publique à l'origine de ce projet évalué à près de 5 millions d'euros. L'idée ? Y accueillir les patients atteints d'une maladie chronique et leurs aidants avec un unique objectif : promouvoir la santé et la prévention. Autrement dit : agir sur les causes et non plus sur les effets, accompagner la reconstruction des patients plutôt que d'évoquer symptômes et effets indésirables.

«*L'idée est d'aborder les retentissements des maladies chroniques sur la vie quotidienne. Il ne s'agit pas simplement d'en parler, mais aussi d'expérimenter.*» Cuisine, chambres d'enfant ou d'adulte, bibliothèque, onze pièces (et leur mobilier) ont été aménagées à cet effet. Ici, l'équipe composée d'une trentaine de professionnels -médecins, infirmières, diététicienne ou psychologue- reçoit et

”

**Ça n'est pas que curatif. L'endroit est calme, beau, accueillant.**

écoute «*sans blouse blanche ni stéthoscope*» avant de transmettre conseils et informations. Des ateliers collectifs permettent de pratiquer des activités physiques ou de gérer son stress, de jardiner ou de réapprendre les gestes du quotidien bousculés par la maladie, d'adapter son alimentation ou d'aborder la vie affective. En cas de maladie, explique Virginie Migeot, «*la sexualité est rarement abordée à l'hôpital*». «*Les patients ne savent pas vers qui se tourner. Ce type d'atelier peut redonner confiance.*»

Diabétique et victime d'un infarctus en 2017, Thierry Adam est venu suivre un atelier sur la nutrition avant d'enchaîner par une activité physique. «*On ne sent pas à l'hôpital ici ! Et c'est toujours bien de discuter avec d'autres patients, ils peuvent nous apprendre des choses. C'est mieux que broyer du noir seul dans son coin.*»

Sophie Marivint en termine de son côté avec un atelier détente. Atteinte

d'un cancer et de diabète, elle découvre «*La Vie la santé*» avec enthousiasme. «*Ça n'est pas que curatif. L'endroit est calme, beau, accueillant. C'est vraiment une super idée.*» Marine Tisserand est, elle, enseignante en activités physiques adaptées et a trouvé là son premier emploi stable et «*un super outil de travail*». «*Gym douce ou tonique, marche nordique, travail sur l'équilibre ou la souplesse, on a vraiment de quoi faire. Mais nous ne sommes pas là pour parler des pathologies. Nous devons nouer de vraies relations de confiance afin que les personnes se réapproprient leurs corps.*»

## **Ne pas être seul**

Le concept de «La Vie la santé» a germé dans la tête de Virginie Migeot en 2010 avant de séduire le CHU de Poitiers. Elle s'inspire notamment d'un projet anglais appelé les Maggie's Centers. «*Les femmes atteintes de cancer du sein s'y retrouvent pour parler de leur maladie dans un cadre chaleureux, apaisant*», détaille le professeur qui a décidé d'élargir le public cible aux patients atteints de maladies cardiaques, neurologiques ou respiratoires. «*Moins de 20 % des patients du CHU de Poitiers bénéficiaient jusque-là des programmes d'accompagnement. L'objectif est désormais de passer à 40 %*», espère Virginie Migeot.

## **■ CHÂTEAUBERNARD**

### **Au volant avec 2.06g d'alcool dans le sang**

C'est sa conduite quelque peu hasardeuse qui a alerté les policiers de Cognac mardi soir à 22h. Et pour cause : la conductrice de 50 ans roulait avec 2.06g d'alcool dans le sang, rue de Bellevue à Châteaubernard. Elle sera jugée ultérieurement selon la procédure du plaider-coupable.

## Le carton rouge

# Les Néo-Aquitains aiment trop le klaxon



**Dans les embouteillages ou quand ça ne va pas assez vite pour eux, les Néo-Aquitains reconnaissent une propension à l'utilisation du klaxon.**

Illustration archives CL

**Palmarès.** De Thouars à Saint-Jean-de-Luz, habitants de Nouvelle-Aquitaine, levez le pied sur le klaxon. Nous sommes râleurs et nerveux au volant. Ce n'est pas une autocritique mais les résultats de l'édition 2019 du baromètre européen de la conduite responsable publié par la fondation Vinci Autoroutes et qui dresse un classement région par région des conducteurs les moins civilisés. Les auteurs se sont appuyés sur un sondage Ipsos réalisé auprès de plus de 12 000 usagers. Et les conclusions ne sont pas belles à voir pour la Nouvelle-Aquitaine, où le klaxon a beaucoup trop la cote. 60 % des automobilistes reconnaissent l'utiliser pour se défouler et faire savoir leur énervement. C'est simple: seules la Bourgogne et l'Île de France, championne toute catégorie, font pire. De là à dire que c'est la faute des Bordelais qui s'impatientent sur le périphérique le matin... C'est encore pire du

côté des insultes puisque 68 % des conducteurs reconnaissent user de noms d'oiseaux lorsque des obstacles se mettent en travers de leur chemin. Enfin, 13 % admettent carrément descendre de leur véhicule pour s'expliquer.

Il ne faut toutefois pas noircir le tableau. Les Néo-Aquitains sont dans la moyenne quand il s'agit de ralentir à l'approche de travaux. Ce qui n'est pas du luxe à Angoulême en ce moment. Notre région décroche même quelques podiums. Elle est la moins concernée par «l'oubli» du clignotant (58 % des automobilistes quand même). Elle est aussi première pour les distances de sécurité...que seuls 27 % des conducteurs déclarent pourtant respecter! Sacrée médaille d'or. Les Normands, les plus mauvais, ne sont que 20 %. Après tout, comme disait Talleyrand, *«quand je me regarde, je me désole; quand je me compare, je me console»*.

■ Depuis un mois, plusieurs chantiers provoquent des embouteillages inhabituels autour du centre ■ Cela va durer encore deux mois ■ Les astuces pour les contourner.

# Circulation: comment éviter que Cognac sente le bouchon

Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

**M**ardi, c'était impressionnant. À 17h45, l'heure de pointe, la file des voitures arrêtées courait de la place Robert-Schumann (celle du théâtre de l'Avant-Scène) au feu rouge provisoire du boulevard Denfert-Rochereau, via la rue de Metz. Et du même feu rouge au marché couvert, côté vieille ville.

Malgré tous ces travaux, les gens ne se plaignent pas trop.

Tandis que passaient, soulagés, les conducteurs qui venaient d'attendre deux minutes et demie entre le Pont-Neuf et le rond-point de Saint-Jacques, où ils stagnaient jusqu'alors.

Depuis la première semaine d'avril, la circulation alternée due à la réfection du boulevard a changé les habitudes des Cognacais. Sur-tout leurs temps de trajets. Ces deux dernières semaines, le renouvellement des réseaux de gaz perturbe aussi l'avenue Victor-



Boulevard Denfert-Rochereau, le feu provisoire dure deux minutes et demie et provoque certains soirs un embouteillage qui va jusqu'au marché couvert. Et jusqu'au rond-point de Saint-Jacques de l'autre côté.

Photo M. B.

Hugo, dont le feu tricolore est à l'arrêt au niveau du boulevard de Paris avec un passage à 30km/h. «Malgré tous ces travaux, les gens ne se plaignent pas trop», apprécie l'adjoint chargé du domaine public, Jean-François Valegeas.

La police rapporte simplement «du matériel de chantier renversé de temps en temps» par des chauffards pressés, mais c'est tout. C'est que certains ont trouvé des itinéraires bis qui facilitent un peu la vie.

## Tout sauf les quais

Premier conseil: éviter à tout prix les quais pour rallier Saint-Jacques ou le boulevard Denfert-Rochereau. Au mieux, c'est un tour par les ruelles du Champ-de-Foire (où Véolia travaille aussi et boucle la rue de la Pyramide). Au pire, c'est le fameux bouchon du boulevard. Si l'on s'y trouve, le mieux est de retourner vers le boulevard Oscar-Planat, de passer le pont de l'Espace 3000 et de bifurquer vers Saint-Jacques par la rue de Crouin. Pour aller vers Angoulême, un tour par la petite rue du Port per-

met de rallier l'avenue Martell et de rejoindre les grands axes.

Du côté de l'avenue Victor-Hugo, le feu du boulevard de Paris devrait être remis en service au plus tard lundi. La tranchée va se prolonger vers le centre (côté pair de la numérotation) et les travaux doivent durer jusqu'à mi-juin, en maintenant cette zone à 30km/h. Difficile d'éviter ce ralentissement, sauf à prendre la rue de la Pallue, moins chargée mais exigüe. Et encore: elle sera elle-même interdite à la circulation sur sa partie basse avec l'avancée des travaux.

Dernière option afin de rallier le centre: passer par le Champ-de-Foire par la rue des Vauzelles, celle de l'Échassier, puis la rue Millardet. Avec l'avantage d'éviter le gros du trafic aux heures chargées, mais sans garantie en ce qui concerne le chronomètre.

## À voir

### La Charente en dentelles de papier

L'Espace découverte en pays du cognac accueille l'exposition tout en dentelles de papier d'Anja Madsen-Pernot, artiste d'origine danoise installée rue Aristide-Briand et séduite par la douceur de la Charente. L'eau qui coule lentement, les rivages aux bords doux, le calme et la plénitude, en d'autres termes la splendeur de la nature, authentique et spontanée, est sa source d'inspiration première pour réaliser ses sculptures de papier. Anja Madsen-Pernot propose également un atelier de travail du papier autour du plage, jeudi 23 mai à 17 heures à l'Espace découverte, sur réservation.

«Porté par le courant, ou la Charente comme source d'inspirations», jusqu'au 30 juin. Du mardi au dimanche de 13h à 18h en mai, de 11h à 18h en juin. Entrée gratuite. L'atelier du 23 mai est ouvert à tous publics. Tarif: 4,50€, gratuit pour les moins de 18 ans. Réservation au 05.45.36.03.65.

## ANIMATION

«Joli mois de l'Europe» aujourd'hui à Info 16 Cognac. Le bureau information jeunesse, Info 16, ouvre ses portes pour fêter l'Europe ce jeudi 9 mai de 14h à 16h à Cognac, sur les thèmes de la mobilité européenne, la citoyenneté, les élections en mai et les symboles de l'Europe. Gratuit, ouvert à tous et sans rendez-vous.

## GÉNÉALOGIE

Permanence demain et réunion samedi à Cognac. L'Association généalogique de la Charente assure une permanence demain vendredi 10 mai de 14h à 17h aux archives municipales, 10, rue du Minage. Par ailleurs, la réunion des adhérents et sympathisants généalogistes pour le Pays cognacais se tient ce samedi 11 mai de 15h à 17h, au lycée Beaulieu.

## MUSIQUE

Concert de la rock school samedi aux Abattoirs de Cognac. Pour la première fois, les élèves de la classe de guitare proposent un concert autour de reprises rock ce samedi 11 mai à partir de 19 heures. Ils seront accompagnés par plusieurs musiciens de la rock school et joueront ensemble sur la scène des Abattoirs. Tarif: 3 euros.

## Avant le pont de Châtenay à la rentrée, les désagréments de l'été

La perspective hante déjà tous ceux qui vivent ou roulent à Cognac. À la rentrée, le pont de Châtenay sera barré pour travaux, avec des déviations par la Trache ou la rue de Boutier (le boulevard Denfert-Rochereau sera alors rouvert dans les deux sens). En attendant, la Ville prévoit quelques autres travaux de réfection de chaussée qui pourraient perturber la circulation.

Durant l'été, il faut s'attendre à un chantier dans la rue Jean-Jaurès qui mène de l'avenue Victor-Hugo au Champ-de-Foire (au niveau du feu rouge de Speedy). Plus gênante, la rénovation du rond-point de la rue de Barbezieux et de la rue de Bellefonds devrait nécessiter une déviation. Là aussi, l'opération doit être réalisée avant la fin des vacances d'été.



## La victoire célébrée sous la pluie

Les autorités civiles et militaires ont commémoré hier matin la fin de la guerre de 1939-1945 au monument aux morts de Cognac. Sous une pluie discontinue, subie principalement par les militaires dont les chemises étaient trempées durant une heure. La sous-préfète Chantal Guélot a lu le message gouvernemental tandis que le maire Michel Gourinchas a axé son discours sur les enjeux européens. En début de cérémonie, l'ancien combattant d'Algérie Max Reigner a reçu la Croix du combattant (Photo M. B.).

### ■ SAINT-SULPICE-DE-COONAC

## Un boucher ambulant dans la commune



Photo CL

Michel Geneau (Photo CL), boucher ambulant qui assure chaque jour des tournées dans les villages alentour, installe son camion sur le parking de la boulangerie de Saint-Sulpice-de-Cognac chaque vendredi de 9h à 13h, à partir de demain. L'artisan est dans le métier depuis l'âge de 14 ans. Il a été pré-apprenti et apprenti boucher à Chérac en Charente-Maritime, puis ouvrier boucher à Boutiers et à Intermarché à Cognac, avant de se mettre à son compte dans la commune de Chérac depuis quinze ans. À noter que son épouse tient le magasin qui fait dépôt de pain et épicerie.

# Le monument aux morts rejoint la place de l'Église

**D**e bonne heure mardi matin, les employés municipaux, des élus et des salariés de l'entreprise Longeville étaient à pied d'œuvre sur le parvis de l'hôtel de ville afin de procéder à l'enlèvement du monument aux morts. Pour la circonstance, des habitants s'étaient déplacés afin de ne pas rater l'événement. En amont, ce monument pesant aux alentours de 16 tonnes avait été soigneusement préparé pour cette traversée de quelques mètres. Après toutes les précautions d'usage, il a décollé lentement, arimé à une grue, et s'est posé sur la plate-forme d'un camion qui l'a immédiatement transporté sur la place de l'église où se trouve une fontaine. Devant les yeux de nombreux badauds et des enfants d'une classe de l'école George-Sand, et sous les objectifs, son atterrissage s'est effectué sans pro-

”

**Nous devons rénover le parvis de l'hôtel de ville, enlever ses pavés... Certaines pierres sont éclatées et le monument s'affaissait.**



Le monument aux morts a voyagé jusqu'à la place de l'église.

Photo CL

blème. Un déplacement voulu et réfléchi par la municipalité. «D'une part, nous devons rénover le parvis de l'hôtel de ville, enlever ses pavés autobloquants. Certaines pierres sont carrément éclatées et le monument s'affaissait, justifie le maire Jean-Claude Fourgeaud. Nous avons aussi pensé à la sécurité lors des diverses commémorations qui souffraient souvent de nuisances sonores de la circulation, avenue de la République».

La décision a été prise par le conseil municipal après avoir obtenu le feu vert du bureau de l'association des anciens combattants..

«Si nous avons effectué ce déplacement ces jours, c'est pour profiter de la présence d'un camion-

grue sur la commune dans le cadre des travaux de la nouvelle chaufferie», ajoute Jean-Claude Fourgeaud en rappelant que c'était l'occasion de réaliser des économies et que ce déménagement du monument aux morts fait l'objet d'une demande de subvention à l'Office national des anciens combattants.

Dessiné par l'architecte Peyronnet, ce monument, qui représente sur une de ces façades l'allégorie de la Patrie et sur les autres la longue liste des victimes des guerres depuis 1914/1918, avait été inauguré le 6 mai 1923. C'est donc une page de la mémoire collective qui s'est tournée.

Marie-Thérèse MONTAUBAN



## 400 enfants aux paniers d'or

400 enfants issus des 19 clubs de basket charentais ont répondu à l'invitation du comité départemental hier afin de participer à l'opération «Les paniers d'or».

Les gymnases de Crouin et Félix-Gaillard de Cognac ainsi que le complexe des Vauzelles de Châteaubernard ont accueilli de nombreux ateliers pour des enfants âgés de 3 à 10 ans.

Au programme de 9h à 17h, épreuves individuelles le matin et grand tournoi par équipe l'après-midi. Chaque participant est reparti avec de nombreuses récompenses.

# Européennes: prise de bec avec Loiseau



L'approche du premier test électoral du quinquennat avive les tensions entre LR et la Macronie qui compte des transfuges.

**E**clats de voix et projections sur le quinquennat: le ton monte, à moins de trois semaines des élections européennes, entre La République en Marche et Les Républicains, qui se disputent une part clé de l'électorat de centre-droit. Hier, l'amabilité du jour était signée Gérard Darmanin, dans les colonnes du *Parisien*. «Faire le choix de [la tête de liste LR] François-Xavier Bellamy, cela revient grosso modo à faire celui de M. Wauquiez, avec,

*peut-être, la sincérité en plus*», cingle le ministre, ex-dirigeant de LR rallié à Emmanuel Macron en 2017. L'approche du premier test électoral du quinquennat avive les tensions entre LR et la Macronie, qui compte de nombreux transfuges venant de la droite dont le Premier ministre Édouard Philippe ou encore la tête de la liste majoritaire, l'extrajuppéiste Nathalie Loiseau.

**«Le vrai match, c'est contre le RN»**

François-Xavier Bellamy, qui suscite l'enthousiasme chez LR? Un «passéiste» qui «nous parle d'un monde qui n'a jamais existé», a attaqué la secrétaire d'État Amélie de Montchalin. «En l'écoutant, j'avais envie de lui offrir un aller-retour pour Athènes», a poliment répliqué l'intéressé lundi à Marseille, après une ode aux racines grecques - et chrétiennes - de l'Europe. Pressée d'en découdre, revigorée par un relatif regain sondager qui la place à 15 %, encore loin de LREM comme du Rassemblement national, la droite multiplie les banderilles contre Nathalie Loiseau, une «mauvaise tête de liste» (Laurent Wauquiez), son «refus de débat



Nathalie Loiseau et François-Xavier Bellamy se disputent une part clé de l'électorat de centre-droit. Photos AFP

tre» avec François-Xavier Bellamy à la télévision ou encore son «absence de programme» jusqu'à ce qu'il soit dévoilé hier (lire encadré). «Ils ont essayé d'installer le match mais on est un peu trop tombé dans le piège. Alors que le vrai match, c'est contre le RN», juge un cadre de la campagne LREM/MoDem. Ce match dans le match LR/LREM pèsera dans le résultat du 26 mai. Dans cette équation, doivent se positionner les nombreux élus de droite ayant pris leurs distances ou même quitté LR après 2017. Dans l'entourage de Laurent Wauquiez, on estime que «l'objectif de Macron est d'assurer un socle de premier tour qui lui permette d'être face à Marine Le Pen. Et il se dit que vu l'état de dispersion de la gauche, les seuls qui peuvent troubler le jeu, ce sont Les Républicains. La fin du quinquennat sera un match entre eux et nous».

## Grève

### Au tour des fonctionnaires aujourd'hui

**L**e ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a dit hier tabler sur un taux de grévistes «d'environ 15%» dans le primaire et «moins» dans le secondaire, pour la journée d'action contre la réforme de la fonction publique prévue aujourd'hui. «On peut regarder de près les 15% mais n'oublions pas ceux qui ne font pas grève», a-t-il ajouté sur Europe 1, en rappelant que «nous avons eu les plus faibles taux de grévistes de l'histoire de l'Éducation nationale au cours des deux dernières années». Les syndicats de fonctionnaires ont appelé les 5,5 millions d'agents publics à une journée



**Fonction publique**  
Emplois, Missions, Conditions de travail, Salaire... le changement, c'est l'action

d'actions et de grève (Photo AFP) aujourd'hui pour s'opposer au projet de loi de réforme de la fonction publique. Garantir un salaire minimum de 2.000 euros par mois à tous les professeurs «serait un bel objectif, typiquement le genre d'objectif que je souhaite me fixer», a par ailleurs assuré le ministre.

## La transition écologique en tête du programme de la liste LREM

La transition écologique figure en première position du programme diffusé hier de la liste LREM-MoDem en lice pour les Européennes. La liste Renaissance, donnée au coude à coude avec celle du RN par les sondages, propose notamment d'investir «au moins 1.000 milliards dans la transition écologique», selon ce document. Ce niveau d'investissement sur cinq ans viserait à «développer les énergies et les transports propres, rénover les logements et accompagner

la reconversion des travailleurs des secteurs en transition», écrit la liste, qui prône aussi la création d'une Banque du climat devant orienter l'épargne des Européens en faveur de la croissance verte. LREM et ses alliés souhaitent aussi affecter 40% des dépenses européennes à la transition écologique. Le Rassemblement national (24%, stable) est en tête des intentions de vote pour les européennes, mais La République en Marche (22%, +1) est en légère progression.



Jour	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
<b>Vendredi</b>	9° 20°	9° 21°	8° 21°	8° 20°
<b>Samedi</b>	11° 17°	12° 19°	10° 18°	10° 18°
<b>Dimanche</b>	8° 20°	8° 20°	7° 20°	6° 19°
<b>Lundi</b>	8° 21°	8° 21°	7° 21°	6° 20°
<b>Mardi</b>	9° 21°	9° 21°	7° 21°	7° 20°
<b>Mercredi</b>	10° 23°	10° 23°	8° 23°	8° 22°

**Variable**  
Nuages et éclaircies alternent sur la région, avec des nuages parfois menaçants, qui pourront encore laisser échapper une petite averse.

HIER	Mini	16h
Angoulême	11°	15°

## POLITIQUE 5,5 millions de fonctionnaires sont appelés à la grève aujourd'hui. La réforme que leur prépare le chef de l'État ne passe pas. Et pour cause. Il veut davantage de contractuels

Jefferson Desport  
j.desport@sudouest.fr

Après six mois de crise des gilets jaunes, les syndicats peuvent-ils reprendre la main ? À cette question, une première réponse devrait être apportée aujourd'hui. En effet, les neuf centrales de la Fonction publique, de la CFDT à la CGT en passant par FO et la FSU notamment, ont appelé à la grève dès ce matin les quelque 5,5 millions d'agents publics du pays. Et ce, en réaction au projet de loi de réforme de l'État qui arrivera à l'Assemblée nationale lundi. Alors qu'Emmanuel Macron s'est dit prêt, dans ses réponses au Grand Débat, à renoncer à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici à 2022, ce geste d'apaisement n'a donc pas suffi à lui éviter un nouveau rendez-vous avec la rue.

Pourtant, cette volonté de réduire les effectifs comptait parmi les marqueurs de sa campagne présidentielle de 2017. Même si François Fillon avait, lui, placé la barre cinq fois plus haut, proposant 600 000 suppressions de postes. « On doit réinvestir dans la sécurité, dans l'éducation, dans la justice, je ne vais pas donner des injonctions contradictoires au gouvernement », s'est justifié Emmanuel Macron, le 25 avril, pour expliquer son revirement. Désormais, souligne-t-il, le plus important, c'est : « De tenir et de baisser la dépense publique, comme je m'y suis engagé. » Si signe que le vent a tourné, Olivier Dussot, le secrétaire d'État à la Fonction publique, a, lui aussi, recalibré son discours. Ces derniers mois, il se démenait pour tant dans les médias pour assurer que cet objectif des 120 000 suppressions de postes durant le quinquennat était atteignable. À présent, cette promesse n'est plus un « totem ».

### Limiter l'emploi à vie

Cependant, il en faudra plus pour rassurer les fonctionnaires. Et ce, même si, officiellement et selon les éléments de langage arrêtés, cette réforme a d'abord pour ambition de rendre la fonction publique « plus attractive et plus réactive » face aux « nouvelles attentes » des citoyens. Or, si le constat ne peut être que partagé, ce sont bien les solutions proposées par le gouvernement qui ne le sont pas. À commencer par celle-ci : le

recours accru aux contractuels. Mais, toujours dans cet esprit de rendre la Fonction publique « plus attractive », ces contractuels auront aussi accès aux postes à responsabilité et de direction, y compris ceux normalement dévolus aux énarques.

### Un nouveau type de CDD

Mais, toujours dans cet esprit de rendre la Fonction publique « plus attractive », ces contractuels auront aussi accès aux postes à responsabilité et de direction, y compris ceux normalement dévolus aux énarques.

Enfin, comme cela existe dans le privé, un nouveau type de contrat à durée déterminée doit

Pour le chef de l'État, le plus important désormais est « de baisser la dépense publique »

voir le jour : « le contrat de projet ». D'une durée minimale d'un an et pouvant aller jusqu'à six ans, il n'ouvre cependant droit, là encore, ni à une titularisation ni à un CDI.

Pour les syndicats, c'est une « privatisation » grossièrement déguisée qui se profile. Une manière d'assécher le statut de fonctionnaire. Difficile d'y voir un hasard, mais, jeudi dernier, Olivier Dussot s'est montré ouvert à l'instauration d'une prime de précarité pour certains contrats à durée déterminée.

### 2015 : le ministre Macron

À cela s'ajoute la volonté de faciliter la mobilité des agents. En particulier lors de la restructuration de leur service ou de la suppression de leur poste. Les départs volontaires seront aussi encouragés avec de nouveaux dispositifs. Les candidats au départ pourraient ainsi bénéficier de deux ans de salaire et du chômage.

Enfin, ce projet de loi prévoit aussi une refonte des instances de dialogue social. Une mesure déjà à l'œuvre dans le privé depuis les ordonnances travail de septembre 2017. Un parallèle qui, là encore, ne manquera pas de nourrir l'amertume. Toutefois, les syndicats ne sauraient être surpris par le contenu de cette réforme. En 2015, alors ministre de l'Économie, Emmanuel Macron avait estimé, à propos du statut des fonctionnaires, qu'il n'était plus « adéquat ».



Même si Emmanuel Macron s'est dit prêt à renoncer à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, ce geste n'a pas suffi à lui éviter un nouveau rendez-vous avec la rue. ARCHIVES/C. J. / S. O.

## Les Français les apprécient

**SONDAGE** L'opinion a une bonne image des fonctionnaires, mais elle attend qu'ils travaillent plus

Selon un récent sondage Odoxa, près des deux tiers des Français (65 %) déclarent avoir une bonne image des fonctionnaires, mais dans le même temps, ils sont près de six sur dix à estimer qu'on ne leur en demande pas assez. En clair, les Français attendent de leurs agents publics qu'ils travaillent plus. Surtout, et cela n'échappera pas au gouvernement, il apparaît, à la lueur de cette enquête, que les sondés soutiennent trois des mesures prévues dans cette réforme de la Fonction publique que l'exécutif espère voir adopter dès cet été pour une application au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Ainsi, 85 % d'entre eux se disent favorables à l'alignement à la hausse de la durée du travail des fonctionnaires territoriaux sur les 35 heures par semaine ; 67 % sont pour la mise en place de la rémunération au mérite, mais seulement 52 % sont favorables à recou-

rir davantage aux contractuels et moins aux fonctionnaires sous statut. Dit autrement, l'une des mesures phares de cette réforme, qui vise donc à accroître le recours aux contractuels dans la fonction publique, est la moins bien soutenue par les Français.

### Une baisse pas souhaitée

De même que ces derniers n'érigent pas en priorité absolue la baisse significative du nombre de fonctionnaires. Bien au contraire. 58 % estiment même qu'il faut soit maintenir leur nombre à son niveau actuel (37 %), soit l'augmenter (21 %). Sous cet angle, que le chef de l'État ne soit plus aussi déterminé à rayer de la carte 120 000 postes durant son quinquennat ne lui porterait donc pas préjudice dans l'opinion.

Toutefois, sur ce sujet émerge un net clivage gauche-droite. Les sympathisants LR (62 %) et ceux de la



Les Français attendent de leurs agents publics qu'ils travaillent plus. ARCHIVES G. B.

LREM (56 %) sont une majorité à appeler à une baisse du nombre de fonctionnaires. Tandis que ceux de gauche sont près des deux tiers (64 %) à demander soit un maintien, soit une hausse des effectifs. Selon ce sondage, les Français attendent donc d'abord une Fonction publique plus efficace.

J. D.

# La Fonction publique ne fait plus rêver les jeunes

**ANALYSE** Les nouvelles générations, en quête de sens et d'autonomie au travail, sont aujourd'hui davantage attirées par le monde de l'entreprise

En 2012, 73 % des jeunes âgés de 15 à 30 ans déclaraient avoir envie de devenir fonctionnaires s'ils en avaient l'opportunité, selon un sondage Ipsos. Avant tout pour la « garantie de l'emploi », mais aussi pour « l'intérêt des métiers », les « conditions » et la « durée de travail », la « rémunération », ou encore « le contact avec le public ».

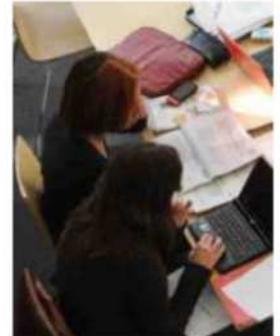
Depuis, la donne a bien changé. En 2018, un sondage Ifop pour Kedg Business School et Havas montrait que le souhait des jeunes d'« entrer dans la Fonction publique » arrivait en deuxième position avec 18 % des suffrages, juste devant les start-up (17 % des sondés).

## La peur d'une carrière figée

Des résultats loin d'être isolés. C'est le constat qui ressortait déjà, en 2017, de l'étude réalisée par l'institut Viavoice pour l'organisation patronale CroissancePlus et BNP Paribas. Lors de cette enquête auprès de jeunes de 16 à 20 ans, seulement 16 % déclaraient envisager leur avenir dans la Fonction publique. Contre 30 %, six ans auparavant. À l'évidence, les nouvelles générations aspirent bien moins que leurs aînés à intégrer le secteur public. Et ce, d'autant plus quand ils ont un diplôme bac + 5 et des parents cadres. Ce sont ceux qui mar-

quent le plus fort désintérêt pour la Fonction publique selon une enquête du Centre d'études et de recherches sur les qualifications, dans le dernier rapport annuel sur l'état de la Fonction publique. « À Sciences Po Bordeaux, sur une promotion de 420 élèves, désormais seulement 70 s'orientent vers ces carrières. Alors qu'il y a trente ans, c'était la moitié. Beaucoup redoutent, souvent par méconnaissance des métiers, d'être dans un carcan, de s'ennuyer et d'avoir une lente progression de carrière. Mais ces chiffres sont à pondérer, car il y a de plus en plus de contractuels de haut niveau issus du privé, qui travaillent dans des ministères, sans avoir passé de concours de la fonction publique », analyse Jean Petaux, directeur des relations extérieures de l'école.

Il n'empêche, dans l'éducation nationale par exemple, la « crise est profonde », alerte la Cour des comptes. Dans le premier et second degré, un millier de postes de professeurs n'ont pas été pourvus à l'issue des concours de recrutement, en juillet 2018. Un manque d'attractivité qui pose problème dans un pays comme la France, où la Fonction publique représente un emploi sur cinq. Sur-tout que la « demande d'un État protecteur reste toujours aussi



Les jeunes aspirent bien moins que leurs aînés à intégrer le secteur public. ARCH. LÉOTY / A 50 »

forte », souligne le politologue Jean Petaux.

## Les leviers pour y remédier

C'est pourquoi, dans le cadre du plan Action publique 2022, le président de la République, Emmanuel Macron, veut faire de la fonction publique « un secteur d'attractivité pour les talents de notre économie ». Plusieurs leviers sont envisagés : augmentation du recrutement de contractuels, encouragement des passages entre les secteurs privé et public et introduction d'une part de rémunération individualisée au mérite. Reste à savoir si, dans la pratique, ces mesures, qui ne font pas l'unanimité, seront efficaces.

Nicolas César



## Les enseignants dans la rue

**PRIMAIRE ET SECONDAIRE** Pour la journée d'action d'aujourd'hui, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a indiqué tabler sur un taux de grévistes « d'environ 15 % dans le premier degré » mais « ce sera moins fort dans le second degré ». « On peut regarder de près les 15 % mais n'oublions pas ceux qui ne font pas grève », a-t-il ajouté, en rappelant que « nous avons eu les plus faibles taux de grévistes de l'histoire de l'Éducation nationale au cours des deux dernières années ».



Jean-Michel Blanquer. PHOTO ARCHIVES AFP

Interrogé sur le relèvement du salaire des enseignants, Jean-Michel Blanquer a relié la question à la réforme des retraites car « si nous voulons qu'il y ait de l'équité au moment de cette future retraite, il faut que, dans l'intervalle, on ait réussi à monter le pouvoir d'achat des professeurs ». « Ça va nous amener, au cours des prochains mois dans les discussions avec les organisations syndicales, à programmer l'évolution du pouvoir d'achat des professeurs », a-t-il ajouté sans donner de chiffres plus précis. Mais garantir un salaire minimum de 2 000 euros par mois à tous les professeurs « serait un bel objectif ».

**SPORT** Par ailleurs, les conseillers techniques sportifs sont aussi appelés à manifester aujourd'hui. Depuis ce week-end, de Kevin Mayer à Renaud Lavillenie, de nombreux médaillés olympiques ont rendu hommage à ces cadres d'État, 1 600 fonctionnaires qui exercent dans les fédérations, sur des missions de haut niveau ou pour le développement des pratiques. La mobilisation porte sur le double rattachement, à l'État et à la fédération, spécificité de ce corps d'agents né au début des années 1960, sous l'impulsion du général de Gaulle, pour répondre à l'échec de la France aux JO de Rome. Un dispositif désormais daté aux yeux du gouvernement.

## FONCTIONNAIRES

COMBIEN SONT-ILS ? COMBIEN SONT-ILS PAYÉS ?

1 emploi sur 5

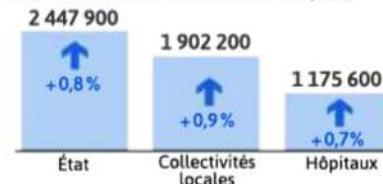


À fin 2017  
5 664 700\*  
emplois  
dans la Fonction  
publique

Sur 1 an :



5 525 700 employés (hors contrats aidés)  
Les effectifs et variation entre 2016 et 2017, en %



(1) y compris les emplois aidés. Source : Insee (mars 2019).

## Les salaires moyens mensuels<sup>(2)</sup>

En 2017 et évolution / à l'année précédente.

	En €	Evolution	
		courants	constants <sup>(3)</sup>
<b>État</b>			
Brut	3 130 €	+2,4%	+1,4%
Net	2 560 €	+2,1%	+1,1%
<b>Territoriale</b>			
Brut	2 360 €	+2,4%	+1,4%
Net	1 940 €	+2,1%	+1%
<b>Hospitalière</b>			
Brut	2 780 €	+1,7%	+0,7%
Net	2 290 €	+1,3%	+0,3%

(2) en équivalent temps plein (y compris emplois aidés, sauf pour le secteur hospitalier). (3) corrigés de l'impact de l'inflation. Source : Insee (militaires, internes et externes des hôpitaux non-inclus).

# Pourquoi il y a autant de haine, en 2019, sur les réseaux sociaux

Une étude réalisée par la société de modération Netino by Webhelp montre que les commentaires injurieux ou agressifs sont de plus en plus fréquents sur les pages Facebook des sites d'information français

Les réseaux sociaux sont de plus en plus pollués par les commentaires haineux. C'est le constat dressé par la société Netino by Webhelp, spécialisée dans la modération en ligne, et qui vient de dévoiler la seconde édition de son « Panorama de la haine en ligne », réalisé d'après un échantillon de 15 000 commentaires publiés avant modération sur les pages Facebook de 25 grands médias français, dont « Sud Ouest ».

## 1 Un commentaire sur sept considéré comme « haineux »

Bilan : les commentaires agressifs ou haineux représentent 14,3 % du total (un sur sept), contre 10,4 % en 2018, soit une augmentation de plus d'un tiers en seulement un an. De quoi donner du grain à moudre au gouvernement, qui a prévu, pour cette année, un projet de loi consacré à la lutte contre la haine sur Internet.

## 2 Contre les politiques, les médias ou les gilets jaunes

L'essentiel de cette haine est dirigé avant tout... contre les autres internautes. Plus du tiers des commentaires jugés haineux (soit 5,3 % du total des commentaires analysés) sont des insultes ou des propos agressifs échangés entre utilisateurs. À la deuxième place, on trouve les attaques contre la classe



Les propos haineux représentent 14 % des commentaires publiés sur les pages Facebook des médias français. ARCH.J.-C.S./« SO »

## SUR SUDOUEST.FR ?

### 14 % DES COMMENTAIRES REJETÉS

Chaque mois, le site sudouest.fr enregistre entre 46 000 et 59 000 commentaires des internautes, et sa page Facebook entre 91 000 et 112 000. Comme tous les autres sites d'information, sudouest.fr dispose d'une charte de bonne conduite proscrivant les commentaires diffamatoires, injurieux ou violents. Depuis le début de l'année 2019, plus de 59 000 commentaires ont été supprimés sur notre page Facebook, soit un taux de rejet mensuel de 14 %.

politique, qui ont été multipliées par deux en un an (3,1 % du total des commentaires contre 1,5 % en 2018). Autre cible de la haine des internautes, les médias et les journalistes sont attaqués dans 1,5 % des commentaires, une augmentation de plus de 75 %. Globalement, l'actualité est propice à l'apparition ou

au renforcement de diverses haines sur les réseaux : parmi les « nouveautés 2019 », on compte les attaques envers les gilets jaunes (0,68 %), les « casseurs » (0,36 %), les forces de l'ordre (0,15 %) ou encore les « foulards rouges » (0,03 %).

## 3 Baisse spectaculaire du sexisme

Les propos antisémites ont doublé de volume, atteignant 0,17 % du total. Un phénomène à mettre en parallèle avec les récentes statistiques du ministère de l'Intérieur, concernant la hausse de 74 % des actes dirigés contre la communauté juive. Les propos anti-LGBT+ restent stables, à 0,14 %, et les insultes envers la communauté maghrébine (0,13 %, -40 %), les musulmans (0,18 %, -45 %) ou encore les migrants (0,15 %, -45 %) et les Noirs (0,04 %, -60 %) sont en forte baisse. La chute la plus spectaculaire correspond aux insultes et remarques sexistes (0,03 %), en baisse de plus de 80 %.

**Gaétan Trillat**

# Impôts : baisse moyenne de 300 euros par an

**FISCALITÉ** Selon le ministre Gérard Darmanin, la baisse de l'impôt sur le revenu, évaluée à 5 milliards d'euros, équivaldra à un gain moyen de 300 euros annuels pour les ménages français

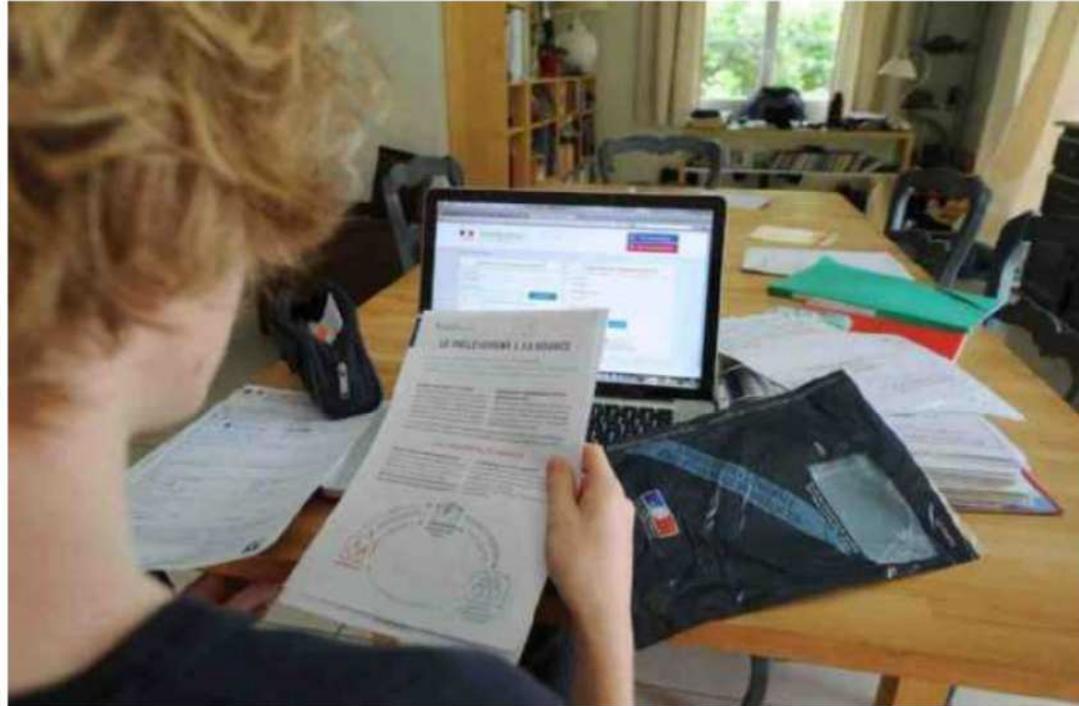
**Benoît Lasserre**  
b.lasserre@sudouest.fr

On connaît au moins un Français qui ne bénéficiera pas de la baisse de l'impôt sur le revenu, promise par Emmanuel Macron. C'est Gérard Darmanin. Le ministre de l'Action et des Comptes publics l'a précisé lui-même dans un entretien accordé à nos confrères du « Parisien »/« Aujourd'hui en France ». « Un ministre comme moi, qui gagne 8 000 euros par mois, n'a pas vocation à bénéficier de cette baisse », explique-t-il. Que les gros salaires lèvent le doigt... et sortent de la pièce. La promesse du président de la République ne leur est pas destinée.

Emmanuel Macron avait dévoilé le chiffre lors de sa conférence de presse du 25 avril et Gérard Darmanin le confirme. La baisse de l'impôt sur le revenu s'élèvera à 5 milliards d'euros. Les plus aisés n'en profiteront donc pas. Les moins aisés non plus puisqu'ils sont déjà exonérés. L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'État (c'est la deuxième recette fiscale après la TVA), est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux, sur un total de 38,3 millions, soit moins de 45 % des contribuables.

## « Ceux qui travaillent »

Sur cette petite moitié, « ce sont 95 % des contribuables qui paieront moins d'impôts », affirme Gérard Darmanin. « La quasi-totalité des gens qui paient l'impôt sur le revenu, qu'ils soient ouvriers, salariés ou cadres, seront concernés », ajoute-t-il. « Nous baissions l'impôt de ceux



**L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'État, est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux, sur un total de 38,3 millions.** ARCH.X.LEOTY//« 50 »

qui travaillent. C'est une constante du président de la République depuis le début du quinquennat : baisser les impôts et soutenir le travail », poursuit le ministre, sous-entendant donc que ceux qui ne paient pas d'impôts ne travaillent pas, ce qui est évidemment faux.

Il précise cependant que les Français au bas de l'échelle verront leur pouvoir d'achat augmenter grâce à la suppression de la taxe d'habitation, ce qui pourrait faire frémir le taux de croissance. « Celui qui travaille, qui gagne 2 000 euros par mois et se dit qu'on ne fait jamais rien pour lui, paiera en moyenne

900 euros d'impôts en moins qu'en 2017, avec la suppression de la taxe d'habitation et la baisse de l'impôt sur le revenu. »

## 300 euros en moyenne par an

Selon le ministre, « la suppression complète de la taxe d'habitation sera inscrite dans le budget 2020 et entrera en vigueur d'ici à la fin du quinquennat. » S'il est encore trop tôt pour détailler la baisse de l'impôt sur le revenu, le ministre estime que le gain moyen pour les ménages français sera de 300 euros. « C'est un ordre de grandeur, mais nous ferons en sorte que la

baisse d'impôts soit plus importante pour les classes moyennes que pour les personnes qui ont des revenus plus élevés. »

Après le président et ses ministres, c'est désormais aux super-ordinateurs de Bercy de mouliner pour trouver comment compenser un manque à gagner de 5 milliards d'euros par an sans alourdir un déficit déjà ventripotent. « Les rentrées fiscales sont bonnes, l'économie française va bien », rassure Gérard Darmanin, qui promet que le déficit sera de 2 % en 2020. « Les réformes nous permettront de ne pas creuser le déficit. »

# Banque des territoires : un investissement record

**RÉGION** Un an après sa création, le « banquier » des collectivités et du logement social fait le bilan

Nouvel acteur du financement du développement territorial, la Banque des territoires a profité de son premier anniversaire pour faire son bilan en Nouvelle-Aquitaine.

« Il est bon », juge Annabelle Viollet, directrice régionale adjointe. « Nous avons même connu un exercice exceptionnel, puisque nous avons mobilisé 101 millions d'euros d'investissements en fonds propres, ce qui nous place devant l'Île-de-France. » Exceptionnel, parce qu'en moyenne, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, la Caisse des dépôts mobilisait, jusque-là, 25 à 30 millions d'euros dans l'investissement aux côtés des collectivités. Un chiffre « gonflé » par quelques projets majeurs, comme les

40 millions mis à disposition de la SEM Énergies Vienne pour investir dans 19 centrales hydroélectriques dans les Alpes, ou l'acquisition d'une partie du futur village Center Parcs du Lot-et-Garonne (31 millions).

## **Les prêts aux collectivités**

« Notre rythme d'investissement moyen, étant donné la dynamique, devrait désormais se situer aux alentours de 70 millions d'euros », juge Annabelle Viollet.

L'activité prêt aux collectivités recule un peu, atteignant les 934 millions, en raison de la concurrence des banques classiques, celle du prêt aux bailleurs sociaux, 939 millions, reste élevée. Elle devrait s'accélérer en 2019.

**P. R.**

# Le mot « benaise » entre au Petit Larousse

L'adjectif dit tout l'art de vivre dans les deux Charentes. Il fait son apparition aux côtés des verbes ubériser et divulgâcher

**Élan de joie.** « Allons ! J'en suis ravi et fort aise ! », s'est réjoui le conteur patoisant Yannick Jaulin, interrogé par nos confrères de « La Nouvelle République du Centre-Ouest ». La raison de cet élan de joie ? L'entrée triomphale du mot benaise dans l'édition 2020 du Petit Larousse, qui sortira le 21 mai en librairie. Le dictionnaire en donne la définition suivante : « (Ouest, Charente) Qui éprouve une sensation de bien-être surtout après avoir bien mangé et bien bu. »

**Frugalité et confort.** Voilà qui est bien résumé, même si l'adjectif régional n'est pas synonyme de repu. Il ne suffit pas de manger à satiété – ou plus que de raison – pour être benaise. On serait alors « gueudé » et moins sensible à la contemplation des ciels d'Angoumois, d'Aunis et de Saintonge à l'heure de la sieste. L'homme benaise – le vrai Charentais – apprécie la frugalité assortie d'un certain confort. L'adjectif dit tout l'art de vivre dans notre région. Ses acceptions sont plus riches qu'il n'y paraît.

« Rien n'est jamais grave ». Faut-il d'ailleurs écrire benaise ainsi ? Privilégier la graphie benèze ou benéze ? Laissons ce débat aux spécialistes du parlanjhe, qu'ils soient tenants du saintongeais ou du poitevin-saintongeais. Rappelons tou-



Évariste Poitevin (1877-1952), célèbre barde saintongeais, enfant de Burie plus connu sous le nom de Goulebenéze. PHOTO DR

tefois qu'Évariste Poitevin (1877-1952), célèbre barde saintongeais, enfant de Burie (17) plus connu sous le nom de Goulebenéze, aimait que l'on écrive son patronyme avec un accent aigu. « Dans la vie, rien n'est jamais grave », répétait-il.

**Benaise mais pas gonfle.** Mais nous nous égarons. Revenons au mot benaise à son entrée au dictionnaire, aux côtés de 150 nouveaux vocables, dont les verbes ubériser et divulgâcher, mais aussi adulescence (phénomène générationnel où de jeunes adultes continuent d'avoir un comportement d'adolescents) ou antispécisme (qui refuse la hiérarchie entre les espèces

animales). Citons encore d'autres mots des régions et de la francophonie : « Klouker » (verbe venu de Bretagne pour se goinfrer) trop de « dagoberts » (sandwich en Belgique) vous laissera « gonfle » (adjectif provençal pour rassasié).

**Le mot de la fin.** « Faire entrer des dialectes dans la langue, c'est montrer que le français est une composition à multiples facettes [...]. On est encombré de mots anglais », s'est réjoui Maryse Guédau, la fondatrice du magazine « Xaintonge » et du Collectif pour la défense de l'identité saintongeaise, au micro de France Bleu La Rochelle.

Olivier Sarazin

# Les syndicats à l'unisson pour le service public

**SOCIAL** Ce jeudi, une large intersyndicale appelle à la grève. Trois cortèges convergeront à Angoulême

La fonction publique va parler d'une seule voix aujourd'hui. Une intersyndicale large, regroupant la CFDT, la CFTC, la CGT, FO, la FSU, Solidaires et l'Unsa, appelle à la grève ce jeudi pour « exiger l'abandon du projet de loi de transformation de la fonction publique, ni amendable, ni modifiable ».

Une revendication à la hauteur des craintes de ces syndicats qui dénoncent le danger pesant sur le statut de fonctionnaire, « clé de voûte de la fonction publique qui protège l'usager et lui assure un accès égal au service public ».

« Le gouvernement procède au démantèlement des services publics. Le phénomène n'est pas nouveau mais, avec Macron, on est pas-

sé à la vitesse supérieure... Les responsables syndicaux parlent d'une « attaque sans précédent », larvée car abritée derrière un discours qui ne dit pas tout : « Le président dit qu'aucune école ne fermera mais des classes fermeront. Il assure que les hôpitaux de proximité ne disparaîtront mais on supprime des services, des lits. » De l'éducation aux finances publiques, tout le monde paiera son tribut, affirment les organisations professionnelles. Il faut bien financer les cadeaux fiscaux du quinquennat, présumant-ils... Recours accru aux contractuels, disparition des CHSCT, instauration d'une rémunération au mérite... Les syndicats rejettent en bloc ce qu'ils qualifient « d'approche clien-

téliste du service public : on assiste à une vente à la découpe ».



**Les syndicats dénoncent le danger qui pèse sur le statut de fonctionnaire.** PHOTO ANNE LACAUD

Cet après-midi, à 14 heures, trois cortèges convergeront devant l'hôtel de ville d'Angoulême. La fonction publique d'État démarrera depuis la Cité administrative du

Champ-de-Mars. La fonction publique hospitalière a rendez-vous devant l'ARS, rue du Père-Joseph-Wresinski, et la fonction publique territoriale partira depuis le Conseil départemental.

**B. R.**

## ENVIRONNEMENT

### Des aides pour réaliser des économies d'énergie



La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment propose des aides via le programme Facilipass, couplées avec celles de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah), destinées aux propriétaires aux revenus modestes pour réaliser des travaux d'isolation de leurs biens. Renseignements sur [www.faire.fr](http://www.faire.fr). PH. DR

# La petite maison a les atouts pour devenir grande

**COGNAC** Depuis cinq ans, Fanny Fougerat a lancé sa propre marque de cognac. Un joli défi pour la jeune femme qui est revenue s'installer après un parcours professionnel différent

Didier Faucard  
d.faucard@sudouest.fr

On vous l'accorde, la venue de Fanny Fougerat dans le monde de la viticulture et du cognac ne s'est pas réalisée par l'opération du Saint-Esprit. Il y a des antécédents, « du côté de mon père, la famille est viticultrice et distillatrice depuis trois générations ; du côté de ma mère, depuis quatre générations en Borderies », indique la jeune femme.

Mais si elle a, aujourd'hui, repris la lignée familiale, son parcours n'a pas été linéaire, « après des études de psycho-sociologie, je suis partie faire autre chose et j'ai fait du conseil en développement en Bourgogne et Rhône-Alpes. En même temps, j'ai toujours été liée à la région et je savais que je reviendrais faire quelque chose autour du domaine ».

C'est à la trentaine que Fanny Fougerat a décidé de sauter le pas et de poursuivre la saga familiale. « J'ai un frère que ça n'intéressait pas de reprendre, il vit en Bretagne. Quant à mes parents, au départ, ils n'ont pas pris ça au sérieux. Avant, je ne m'étais jamais impliquée dans l'exploitation. Mais ils ont été aussi plutôt contents de voir que le domaine restait dans la famille. »

## « Le travail d'une vie »

C'est ainsi que Fanny Fougerat s'est donc lancée, en décidant de créer sa marque – son propre nom –, « alors qu'auparavant, comme beaucoup, la famille a toujours vendu sa distillation au négoce ». Un pari risqué, même si le cognac tient une forme olympique, d'autant plus dans un milieu assez masculin.

« Être une femme ne m'a pas posé de problèmes. Il n'y a pas eu de blocage. Au contraire, j'ai reçu un bon accueil et ai été encouragée. » Elle ne s'est, toutefois, pas



Fanny Fougerat avec deux de ses cognacs et une bouteille de pinéau. PHOTO D.F.

engagée seule dans l'aventure mais avec son compagnon, lui viticulteur, « on a décidé de s'associer et de regrouper les vignes de nos parents ». Soit, au total, 50 hectares entre Borderies et Fins Bois, répartis sur les communes de Saint-Sulpice-de-Cognac, Burie et Saint-Bris-des-Bois. Le siège social étant à Burie.

Si Paris ne s'est pas fait en un jour, créer et imposer sa marque de cognac ne s'effectue pas d'un claquement de doigts. Fanny Fougerat en est bien consciente. « C'est le travail d'une vie, déclare la jeune femme. Nous avons démarré en achetant de l'eau-de-vie à mon père. Aujourd'hui, nous produisons 550 hl d'alcool pur par an. Nous stockons 10 à 15 % pour la marque et le reste est vendu au négoce. Chaque année, nous essayons de stocker un peu plus (+ 20 %) pour subvenir à la demande. Même si cela a été difficile en 2018 car nous avons eu

50 % de pertes dans les vignes à cause de la grêle. »

## « Un coup de jeune »

Si le challenge est difficile, il est aussi passionnant pour Fanny Fougerat qui, pour être crédible et savoir travailler son eau-de-vie, s'est formée à l'Iréo de Cherves-Richemont et à l'Université des eaux-de-vie de Segonzac. « Des amis sont aussi venus nous aider », ajoute-t-elle. La jeune femme est animée par une volonté, celle de contribuer à changer l'image du cognac.

« L'idée est de donner un coup de jeune, poursuit-elle. Je vois d'ailleurs que depuis cinq ans, les choses ont changé. Ce renouvellement est dans l'air du temps. »

Pour la petite marque, Fanny Fougerat, le marché français reste un débouché important. « Nous nous adressons directement aux professionnels : cavistes, restau-

rateurs... » (1) Ce qui ne l'empêche pas d'être, bien évidemment, présente à l'export : l'Europe (Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg), mais aussi les États-Unis (Californie et New York).

« Tous les ans, il y a des marchés qui s'ouvrent comme la Russie ou la Roumanie. Tout cela est long à mettre en place, mais les ventes progressent et nos clients restent fidèles. »

Le marché asiatique est ici plus problématique. « Il faudrait trouver un intermédiaire qui s'intéresse aux petites maisons mais, globalement, ils s'intéressent plus aux grandes marques. Nous, nous sommes sur des marchés de niche », glisse Fanny Fougerat. La petite maison a le temps de s'étendre.

(1) À Cognac, on peut trouver la marque à la Cave Saint-Léger, place d'Armes.



## LE PIÉTON

Se demandez si Dominique Dejean-Bouyer – le photographe animalier amateur du parc François-I<sup>er</sup> – ne va pas bientôt poster à la « National Geographic Society » ! Après nous avoir régaliés avec les clichés d'un renardeau, Dominique a diffusé hier sur les réseaux sociaux les photographies d'un martin-pêcheur. « L'oiseau est très friand des têtards de grenouille, nombreux en ce moment dans la mare du parc. Il est venu plonger plusieurs fois sous l'œil de notre paparazzi, qui attendait ce moment depuis des jours », rapporte Francis Bardaux, le gardien du parc.



PHOTO DOMINIQUE DEJEAN-BOUYER

## AGENDA

### AUJOURD'HUI

**Exposition.** De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, œuvres de LA D'JO sur le thème du cirque, au 1<sup>er</sup> étage de la librairie Le Texte Libre. Tél. 05 45 32 20 52.

« **Odysée bohème** ». De 14 h à 15 h, répétitions et créations musicales (Sirhan Tchavé), sous chapiteau, au jardin public. Gratuit.

**Emmaüs.** Le dépôt pour les dons sera ouvert de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, au 8 rue Fondet-et-Védrières.

**Secours catholique.** De 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13, rue Millardet. Ouvert à tous.

## UTILE

« **Sud Ouest** » rédaction, 9, place François-I<sup>er</sup>, 16 100 Cognac. Courriel : cognac@sudouest.fr. Tél. 05 45 36 62 80. Fax. 05 45 36 62 89.  
« **Sud Ouest** » publicité, Tél. 05 45 36 62 85. Fax. 05 45 36 62 89.  
« **Sud Ouest** » abonnements, Tél. 05 57 29 09 33. Courriel : service.client@sudouest.fr

**Marchés.** Halles, place d'Armes : du mardi au dimanche de 8 h à 13 h. Champ-de-Foire : mardi et vendredi matin. Croûin : mercredi matin. Saint-Jacques (place du Solençon) : samedi et dimanche matin.

## UN COGNAC DE TERROIR

Fanny Fougerat est très claire, son cognac est un cognac de terroir. « Il n'y a aucun assemblage, ni caramel », lâche-t-elle. Pour lequel elle cherche à travailler sur des notes de légèreté et de fraîcheur. Cette volonté d'originalité se retrouve dans les noms donnés aux différentes bouteilles.

**LA PETITE CIGÜE** « Rassurez-vous, il n'y a aucune trace de cigüe là dedans, sourit-elle. C'est pour rappeler le côté très floral de ce VSOP. »

**L'IRIS POIVRÉ** est un XO, assez déli-

cat et suave, avec aussi des notes florales.

**LE CÉDRE BLANC** est un extra old plus riche et puissant, comme son nom l'indique.

**LE LAURIER D'APOLLON** est un cognac masculin à édition limitée à 2 460 bouteilles.

À noter que Fanny Fougerat vient également de sortir deux pinéaux : blanc et rosé – comment faire autrement à Burie ? –, qui portent le joli nom de Colibril. « Là encore, c'est pour rappeler la notion de légèreté », sourit Fanny Fougerat.



**DU MARDI AU SAMEDI**  
**9h - 18h non stop**

**4, rue de l'Isle d'Or**  
**Place du Canton**  
**COGNAC**  
**05 45 82 45 71**

## Les jeunes basketteurs réunis aux Vauzelles

**MINI-BASKET** Hier, le gymnase des Vauzelles à Châteaubernard accueillait des dizaines de jeunes basketteurs des clubs du département, âgés de 5 à 10 ans. Ils ont participé à la Fête du mini-basket, une manifestation organisée par la FFBB partout en France, dont c'était la 26<sup>e</sup> édition. L'opération était notamment épaulée par la Maif et le chocolat Kinder, mais aussi l'AFM Téléthon.

## Une cérémonie sous la pluie

**8 MAI** On célébrait hier le 74<sup>e</sup> anniversaire de la victoire du 8 mai 1945, marquant la capitulation de l'Allemagne nazie. La cérémonie à Cognac s'est déroulée à 9 h 30, devant le monument aux morts, sous la pluie, mais avec un peu de monde (notre photo). La députée Sandra Marsaud était absente mais avait une bonne excuse. Elle était à Paris, au pied de l'Arc de Triomphe, invitée par Emmanuel Macron.



PHOTO ANNE LACAUD



Hier matin aux Vauzelles, les 9-10 ans de Moulidars (en rouge) contre leurs copains de Jarnac.

PHOTO ANNE LACAUD

## Connaissez-vous la musique tellurique de Jean Sibelius ?

**CAUSERIE** La prochaine conférence de l'Université Interâges de Cognac sera consacrée au compositeur finlandais Jean Sibelius. Elle sera donnée lundi 13 mai à 14 h 45 à La Salamandre par François Hudry, musicien, journaliste et producteur à France Musique. « La force et l'originalité de son langage, l'intensité du lyrisme, l'inimitable couleur orchestrale, la puissance d'expression épique et tellurique de sa musique ne peuvent

que conquérir un public de plus en plus nombreux », dit Hudry, qui a consacré un livre (et même une BD) au compositeur. Les personnes intéressées peuvent se rapprocher de la présidente de l'Université Interâges, M<sup>me</sup> Tapon-Simon répond au 05 45 35 17 33.

## Un film sur la Guerre froide avec Eurociné

**GALAXY** Que les cinéphiles cochent la date du 15 mai sur leur agenda. L'association Eurociné projettera

« Cold War », à 20 h 30, au Galaxy. Le film raconte l'amour impossible d'un musicien épris de liberté pendant la Guerre froide, entre la Pologne stalinienne et le Paris bohème des années 1950. C'est un drame de Pawel Pawlikowski, sorti en octobre 2018. Les critiques furent bonnes. « Un film simple et beau, qui capture l'essence d'un grand drame romanesque dans le petit flacon d'une ritournelle », selon "Les Fiches du cinéma". « Glamour et chaleureux, avec un noir et blanc proche des photos Harcourt », pour "Libération". « Cold War » fut primé à Cannes.

## Attention, service perturbé ce jeudi dans les cantines

**GRÈVE** Ce jeudi, un mouvement de grève est prévu dans la fonction publique. Sachez que la restauration, le midi, ne sera pas assurée dans les groupes scolaires Victor-Hugo et Jules-Michelet (classes maternelles et élémentaires), mais aussi dans les écoles maternelles Jean-Macé et des Borderies. Le service à la cantine sera par ailleurs perturbé à Kergomard et Paul-Bert. Enfin, « en raison de l'absence de deux enseignants sur trois à Saint-Exupéry, un service minimum d'accueil sera mis en place au centre de loisirs du Petit-Parc », signale la mairie.

## Relevage des vignes : 300 postes à pourvoir rapidement

**EMPLOI** Mardi après-midi, une soixantaine de personnes se sont présentées rue de l'Avenir, où Pôle Emploi organisait un « job dating » consacré aux métiers de la viticulture. Les emplois proposés ont trouvé preneurs. D'autres sont ou seront bientôt affichés ou en ligne ! La saison du relevage des vignes approche. Elle débutera en juin et les conseillers de l'agence Pôle Emploi de Cognac et de Barbezieux considèrent qu'il y a au moins 300 postes à pourvoir, pour des missions allant de 15 jours à trois semaines. Le job est physique et ne demande aucune connaissance.